



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Savigny-le-temple, le 01 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 mai 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL**

90 avenue Henry Dunant  
77109 Meaux

Références : E23-1265  
Code AIOT : 0006501299

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 mai 2023 de la carrière de calcaires de la société CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL (CMJC), située au lieu-dit "les Rougereaux" sur la commune de Jouy-le-Châtel (77970). L'inspection a été annoncée le 10 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de

restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux.

L'inspection du 16 mai 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL (CMJC)
- Lieu-dit "les Rougereaux" à Jouy-le-Châtel (77970 )
- Code AIOT : 0006501299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMJC est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019 10 DCSE BPE M du 10 septembre 2019 à exploiter une carrière de calcaires et une installation de traitement des matériaux extraits au lieu-dit "les Rougereaux" sur le territoire de la commune de Jouy-le-Chatel (77970).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale sécheresse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,



des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Code de l'environnement, article R211-21-1	/	Sans objet
2	Sécheresse	Autre du 16/05/2023	/	Sans objet
3	Sécheresse	Autre du 16/05/2023	/	Sans objet
4	Sécheresse	Autre du 16/05/2023	/	Sans objet
5	Sécheresse	Autre du 16/05/2023	/	Sans objet
6	Sécheresse	Autre du 16/05/2023	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CMJC réalise le suivi de ses prélèvements d'eau dans le milieu naturel et recycle les eaux utilisées pour le traitement des matériaux extraits.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R211-21-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n° 2019 10 DCSE BPE M du 11 septembre 2019 autorise le rabattement de la nappe des calcaires de Champigny. Le volume total annuel d'eau prélevé est limité à 972 500 m <sup>3</sup> .  Au 05 mai 2023, l'exploitant a pompé 181 400 m <sup>3</sup> depuis le début de l'année 2023.  Conformément au disposition de l'article R211-21-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16 mai 2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de la consommation d'eau
<p><b>Constats :</b> Les eaux d'exhaure, issues du bassin d'eaux claires, sont soit envoyées vers l'installation de traitement des matériaux extraits, soit vers un étang relié à la nappe souterraine.</p> <p>Un compteur est situé au niveau du bassin d'eaux claires et permet d'évaluer le volume des eaux d'exhaure pompées.</p> <p>Un deuxième compteur permet d'évaluer le volume d'eau envoyé l'étang.</p> <p>Un troisième compteur électromagnétique permet d'évaluer les eaux, issues de l'installation de traitement des matériaux extraits, envoyées vers le bassin de décantation.</p> <p>L'exploitant réalise un relevé quotidien des eaux pompées au niveau du bassin d'eaux claires.</p> <p>En évaluant les eaux consommées, c'est-à-dire en soustrayant aux volumes d'eaux pompées du bassin d'eaux claires les volumes d'eaux envoyées vers l'étang et les volumes d'eaux envoyées, l'exploitant s'est rendu compte qu'il renvoyait plus d'eau vers le milieu qu'il n'en prélevait. Il a identifié des sources supplémentaires d'eau : les eaux pluviales de ruissellement et les eaux issues d'un phénomène de remontée de nappe au niveau de l'installation de traitement des matériaux extraits.</p> <p>Dans le cadre de ses déclarations de consommation d'eau auprès de l'agence de l'eau du bassin Seine-Normandie, il est convenu que l'exploitant évalue ses consommations d'eau en considérant 1 m<sup>3</sup> d'eau consommé pour 1 tonne de matériaux traités. L'exploitant estime que sa consommation d'eau est surestimée par cette méthode de calcul.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16 mai 2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau
<b>Constats :</b> En cas de sécheresse, l'exploitant met en œuvre des mesures de réduction des prélèvements et de la consommation d'eau.  En effet, le pompage dans le bassin d'eaux claires est asservi au moyen de flotteurs haut et bas. Ainsi le pompage ne se fait que si le niveau de la nappe est haut et donc déclenche le flotteur haut afin que la nappe soit rabattue pour permettre l'extraction hors d'eau. Le pompage s'arrête lorsque que le niveau d'eau atteint le flotteur bas. Si le niveau de la nappe est trop bas alors l'exploitant n'effectue pas de pompage afin de le laisser remonter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16 mai 2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets
<b>Constats :</b> Les eaux issues des installations de traitement des matériaux extraits sont envoyées vers le bassin de décantation. Les eaux s'infiltrent ensuite vers la nappe souterraine. L'exploitant n'effectue pas de rejet d'eau vers eaux de surface.  En cas de sécheresse, si le niveau d'eau de la nappe est trop bas au niveau du bassin d'eaux claires, l'exploitant arrête sa production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16 mai 2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission des relevés hebdomadaires des prélèvements et de la consommation d'eau à l'inspection sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise.
<b>Constats :</b> L'exploitant est en mesure de réaliser et de transmettre le relevé hebdomadaire de ses prélèvements et consommations d'eau en cas de nécessité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16 mai 2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, procédures générales en cas de passage du seuil de vigilance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en œuvre de mesures particulières lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des consignes pour informer le personnel, le sensibiliser sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.  Si le niveau de la nappe est trop bas, l'exploitant arrête les pompes, ainsi que sa production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

